



**20^e Comité national
Parti communiste du Québec
(Section du PCC)**

2e plénum

14 juin 2025

Rapport politique au Comité national

Nous tenons notre second Plénum du Comité national après un hiatus de six mois. Il s'explique par l'activité intense qu'implique une campagne électorale fédérale rondement menée et par le travail abattu en vue de sa préparation depuis le mois de novembre dernier.

Sans surprise, beaucoup a changé depuis notre dernier plénum. Pourtant, au-delà du pragmatisme et des anecdotes, les traits brossés à la fois lors de notre XXe Congrès et de notre premier Plénum continuent de briller par leur actualité. Loin d'être démentis, ils se renforcent. Malgré une élection fédérale, les monopoles verrouillent encore plus le parlement. À Washington, l'arrivée de Trump ne change rien dans la nature prédatrice, barbare et violente de l'impérialisme US : chantages, tarifs, sanctions, guerres commerciales, menaces d'annexion, etc. ne sont que la normalité d'un capitalisme mondialisé de plus en plus volatile qui cherche à se reconfigurer pour satisfaire l'insatiable avidité de profits dans un monde dépourvu de contrepoids à l'impérialisme en tant que système global basé sur la domination des monopoles.

Au Québec, le contexte politique brille par sa volatilité attisée par une économie en crise. Les monopoles se questionnent quant à la meilleure option pour à la fois en faire porter le faix par la classe ouvrière, les travailleurs et les masses populaires, puis pour s'assurer d'une intégration manifeste du Québec au sein de l'impérialisme occidental.

Ce faisant, il n'en demeure pas moins que les actions syndicales des derniers mois rappellent que les forces vives existent pour lutter contre le pouvoir des monopoles et l'économie de guerre.

Crise mondiale et économie de guerre

La fuite en avant de l'impérialisme couplée à la crise du capitalisme mondial se traduit par une économie de plus en plus militarisée et un danger de guerre accru. Le fait est que devant le défi de plus en plus colossal qui assaille le patronat, à savoir contrer la tendance générale à la baisse des taux de profits dans un contexte de composition organique du capital de plus en plus dépendante des technologies les plus avancées et de compétition exacerbée à l'échelle internationale, il ne lui reste pour marge de manœuvre que la préparation à la guerre et l'économie que celle-ci impose.

On assiste donc à un réalignement des alliances impérialistes à travers le monde. En Ukraine et dans le reste de l'Europe, atlantistes s'opposent à une nébuleuse nationaliste qui espère sauvegarder ses intérêts économiques en se réorientant vers la Russie comme partenaire. Entre les deux, l'Allemagne cherche à opérer une réingénierie de son infrastructure économique en crise. La France quant à elle, qui a cogné aux portes des BRICS, espère s'imposer comme puissance modérée entre les États-Unis et la Chine. En Ukraine, pion d'une guerre de rapine entre la Russie et l'OTAN, Trump ne cherche pas tant à appuyer la Russie, mais à désunir l'Union européenne. En ce sens, les récents évènements nous prouvent que les deux pays ne servent que de pion pour imposer une *pax americana*.

Au Moyen-Orient, le basculement de la Syrie dans le camp turco-qatari représente une victoire pour l'impérialisme occidental, particulièrement pour Israël, son fer de lance régional. En Syrie, les terroristes d'hier devenus démocrates aujourd'hui forcent à la clandestinité nos camarades communistes tout comme leurs alliés démocrates, ouvriers et progressistes, mais disent espérer des relations constructives avec Israël, refusant de remettre en cause l'occupation continue du Golan depuis 1967. Outre une « israélisation de la région », on assiste également à l'aboutissement du projet néo-ottomaniste de la Turquie d'Erdogan qui contrôle une grande partie non seulement du Moyen-Orient, mais aussi de l'Asie centrale (de concert avec la Chine).

Pendant ce temps, le peuple palestinien poursuit sa lutte héroïque de résistance et de libération nationale malgré un plan génocidaire minutieux et systématique de la part d'Israël qui ne se résume pas à la destruction complète de la bande de Gaza, mais vise l'anéantissement de toute perspective de création d'un État palestinien dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est pour capitale garantissant le droit au retour des réfugiés. Ce faisant, il s'agit carrément d'en finir avec le peuple et la nation palestinienne.

Il est, aujourd'hui, impossible de prédire exactement qui et de quelle manière bénéficiera de ce réalignement impérialiste généré par le vide économique laissé par les États-Unis qui, de pôle impérialiste dominant et incontesté se convertit en puissance relativement hégémonique. Une partie de la réponse cependant réside en la capacité de la classe ouvrière mondiale et particulièrement son avant-garde politique, le mouvement communiste, à diriger la lutte contre la domination des monopoles de tout acabit et, ce faisant, de saisir les contradictions au sein du capitalisme mondial pour faire avancer les positions progressistes capables de garantir la paix et ainsi faire avancer la lutte pour la transformation révolutionnaire et sociale, à savoir abattre le capitalisme et édifier le socialisme.

Il faut comprendre en effet que les contradictions capitalistes globales s'exacerbent. En 2024, le marché des fusions et acquisitions d'entreprises représente l'un des plus poussifs. S'il a augmenté de 5% en valeur, il reste que sa chute est vertigineuse en matière de nombres. Autrement dit, le nombre d'acquisitions de monopoles baisse, mais leur valeur augmente, ce qui signifie que les capitaux se concentrent de façon accélérée dans un nombre réduit de mains. Du reste, ces acquisitions sont financées selon les compétitions bancaires.

Ce contexte de compétitions exaltées pose en filigrane du danger de guerre qui nous accable. Comme l'affirmait Lénine, la monopolisation de l'économie ne la pacifie pas, pas plus qu'elle n'enraye la compétition : elle les intensifie.

C'est ainsi qu'au cours de l'année 2024, le PIB mondial a crû de 3,2% tandis que les dépenses militaires globales ont toisé des sommets atteignant 2,718 billions de dollars, soit une augmentation de 9,4%. Elles rallient ainsi leur apogée depuis la Guerre froide. L'OTAN à elle seule compte pour 55% de ces dépenses et les États-Unis, pour 37%. À eux seuls, ils dilapident 997 milliards de dollars pour la guerre, soit plus que les 4 pays qui les suivent réunis. Or, c'est l'Europe qui fait officie d'aurige avec une augmentation continentale de 37%. L'Allemagne se réarme – comme en 1933 – tandis qu'on en revient au mythe mortifère d'une défense européenne au cout de plus de 800 milliards d'Euros à travers différents programmes dont « *RearmEurope* »¹.

1 À travers ce programme, l'UE finance jusqu'à hauteur de 650 milliards d'euros de dépenses militaires nationales, lesquelles ne comptent pas dans le calcul des déficit publics (alors que ceux-ci sont supposés être limités à 3% du PIB). Elle s'engage

Comme le rappelait Lénine, la guerre n'est qu'une autre façon de faire de la politique. Or, l'arsenal de guerre en régime capitaliste ne se résume pas à la guerre dite conventionnelle. Conflits commerciaux, guerres tarifaires, sanctions, menaces d'annexion, mais aussi accords de libre-échange font partie des fers au feu des monopoles pour imposer leur domination et leur prédation à travers le monde.

Dans ce contexte belliciste, le Canada prétend que *si vis pacem para bellum*. Les malandrins fauteurs de guerre qui tiennent le haut du pavé cherchent à nous sacrifier pour mieux intégrer les monopoles et leur pouvoir à cette économie de guerre. Au-delà des coquetteries récentes à l'effet de sanctionner les sbires sionistes que sont Ben Gvir et Smotrich ou de se rapprocher de l'UE du capital notamment en matière d'armements, l'élément de fond demeure l'annonce la plus récente promettant l'atteinte non plus des seuls 2% (qui seront atteints dès mars 2026), mais de 5% du PIB en matière de dépenses militaires d'ici dix ans; du jamais vu depuis la Seconde Guerre mondiale.

Ce poste de dépenses, le plus carbophage d'ailleurs, engloutirait ainsi 150 milliards de dollars annuels. La somme paraît colossale. Elle l'est. Si nous appliquons notre politique de longue date de réduction du budget militaire de 75%, nous pourrions :

- Construire plus de 332 000 logements sociaux publics par an;
- Bâtir près de 3000 écoles primaires par an;
- Ériger au moins 40 hôpitaux par an;
- Créer plus d'un million emplois à temps plein rémunérés à 40\$ l'heure, soit au salaire industriel moyen.

Ces données, qui représentent surtout un ordre de grandeur, suffisent à expliquer ce que représenterait une économie de guerre, à savoir une économie de destruction : celle des forces productives au profit de la nature prédatrice et destructrice – pas « productiviste » comme certains se l'imaginent – du capitalisme. Loin de générer des emplois décents, constructifs et durables, cette économie de guerre forcera la casse de nos services publics, car ce ne sont pas les monopoles qui paieront pour leur propre folie guerrière. De même, elle induira une inflation extraordinaire, des politiques économiques et monétaires pour faire payer ces dépenses militaires aussi directement que possible par les travailleurs et les masses populaires. Cette économie de destruction implique aussi un abandon presque total de notre souveraineté. Pourtant, les travailleurs, masses populaires du Canada, les partisans d'une solution véritablement démocratique à la question nationale, qu'ils soient au Québec ou ailleurs au pays, au sein des nations et peuples autochtones ont le pouvoir et le devoir de transformer cette économie de guerre en économie de paix, souveraineté *populaire* et de prospérité.

Carney explique à coup de calembredaines que réarmer l'OTAN, c'est défendre la souveraineté canadienne et le multilatéralisme libéral. En ce sens, il fait écho au flagorneur du CAC 40, Emmanuel Macron, qui cherche également à ponter les deux pôles au sein de l'impérialisme occidental, à savoir l'UE du Capital et l'ALENA.

Quelle honte! Payer pour la protection des États-Unis alors qu'ils représentent le danger le plus important revient à payer un *pizzo* à la mafia pour qu'elle nous protège... d'elle-même!

également à financer des projets d'achats d'armes européens et / ou canadiens jusqu'à 150 milliards d'euros. *Rearm Europe* s'ajoute à d'autres programmes et accords qui prévoient une augmentation du budget militaire jusqu'à 3,5% du PIB de chaque État-membre en plus de 1,5% du PIB en dépenses « civico-militaires ».

Sa vision du Canada dans le monde est claire : défendre un Canada capable d'unifier l'impérialisme occidental en conciliant le Dome d'Or avec le projet de *Rearm Europe*. Pourtant, un côté comme l'autre ne cherche qu'à renforcer le pouvoir des monopoles financiers, à savoir l'impérialisme et ce, eu égard au fait qu'il soit atlantiste ou continental.

Élections fédérales 2025 : à Ottawa, les monopoles contrôlent l'État

C'est dans ce contexte de crise généralisée du capitalisme avec pression récessionniste – eu égard aux tarifs de Trump –, de danger de guerre, de paupérisation des masses laborieuses et de crise du logement qu'elles ont eu lieu.

Ces élections se sont tenues dans un contexte de volatilité politique. Quelques jours avant la prise de pouvoir par Trump, les Conservateurs étaient donnés gagnants. Une fois ses menaces d'annexion proférées et l'application de tarifs douaniers, les vents ont tourné et ont permis l'élection d'un gouvernement libéral minoritaire, même si les conservateurs ont remporté un score historique en termes de vote populaire.

S'ils ont percé notamment dans des circonscriptions historiquement ouvrières et généralement acquises au NPD (Windsor, Temiskaming, Nanaimo), c'est qu'ils ont trouvé un terreau fertile pour faire éclore leur populisme. Ils se sont saisis du désespoir d'un nombre significatif d'ouvriers devant un gouvernement libéral responsable du plus important transfert de richesses du travail vers le capital, légitimé par le NPD qui a complètement abandonné les questions socio-économiques au profit des intérêts des nouvelles couches moyennes urbaines et intellectuelles.

La débâcle du NPD et des Verts illustre la faillite de la social-démocratie et de la collaboration de classe. Les pertes du Bloc tout comme sa stabilisation soulignent que la seule souveraineté qu'il appuie, c'est celle du capital québécois qui espère, en s'intégrant directement à la sphère d'influence états-unienne, devenir monopoliste.

Le chantage aux tarifs de Trump agit comme repoussoir. Vote stratégique, défense annoncée de la souveraineté canadienne devant des États-Unis lubriques, telles ont été les questions de l'urne. C'est ainsi que nous nous sommes retrouvées avec un Parlement des monopoles.

Outre un *parlement* des monopoles marqué par une complémentarité entre conservateurs et libéraux, ces élections fédérales ont, comme toujours, accouché d'un *gouvernement* des monopoles. Le cabinet de Carney ne compte pas de ministre du Travail à proprement parler, mais seulement un secrétaire d'État issu du monde des affaires. De même, il insiste sur l'unité de l'économie canadienne (Dominic Leblanc), ce qui accentuera la compétition entre les salariés des différentes provinces, particulièrement au Québec où, sous prétexte d'abattre des « barrières », il y aura nivellement par le bas. Par ailleurs, François Legault s'est empressé de sauter de plein pied dans cette dynamique d'accord de libre-échange entre les différentes provinces. Quant aux ressources naturelles, elles sont entre les mains de Tim Hodgson (ex-militaire, PDG de Goldman Sachs Canada, puis gestionnaire d'Hydro One dont il a fait fructifier la privatisation).

La classe dirigeante peut, aujourd'hui, prétendre que les difficultés économiques résultent de la 2^e administration Trump. Mais elles ne datent pas du 20 janvier dernier. Elle s'en sert également également

tresser un cordon sanitaire autour des monopoles capitalistes et de leur pouvoir : alors que l'AEUMC est à renégocier, il ne fait aucun doute que ces derniers pousseront pour un accord avec les États-Unis (c'est également le son de cloche qui transparait des communications entre Trump et Carney) pour brader nos services publics, l'emploi, la gestion de l'offre, bref pour rendre notre économie encore plus rentière et parasitaire des États-Unis d'une part; et de l'autre, accroître la pénétration du capital yankee dans l'économie canadienne tout comme imposer des dépenses militaires toujours plus exorbitantes, soit en nous imposant encore plus une politique étrangère rédigée à Washington.

Si les effets des tarifs sont bien réels, ceux-ci ne sont pas à l'origine de la crise qui les précède. Ils l'exacerbent. Ainsi, il ne s'agit pas tant d'une lutte entre les États-Unis et le Canada, mais bien d'une guerre des monopoles internationaux, incluant ceux du Canada, contre les travailleurs.

Aucun parti représenté au parlement ne s'attaque au pouvoir des monopoles. Tous cherchent à gagner le mieux au change dans cette intégration à l'OTAN et à l'impérialisme états-unien selon les sections du capital qu'ils représentent. Ils cherchent à amadouer Trump plutôt qu'à l'affronter.

La seule force politique à s'être activement opposée à l'impérialisme occidental, à avoir fait sienne la lutte populaire contre le capitalisme monopoliste d'État, c'est le Parti communiste du Canada. Notre campagne a été couronnée de succès. À 3 candidats au Québec, puis 24 à travers le pays, nous avons réussi à nous démarquer devant qui a voulu nous laisser la parole. En matière de débats, malgré une hostilité manifeste à notre égard, nous avons pu gagner la confiance d'un nombre accru de citoyens. Notre campagne et notre militantisme quotidien nous ont permis d'arracher – car chaque vote pour les communistes est en soi un conquis collectif – le nombre de vote par électeur le plus élevé depuis 1968. Néanmoins, les résultats obtenus ne reflètent pas les efforts fournis, mais plutôt les vents politiques et surtout les votes de rejet. Plutôt que les suffrages, notre campagne a été marquée par un intérêt accru manifesté par le nombre de bénévoles qui s'y sont ralliés, comme par les présences aux événements publics. Au final, l'important n'est pas tant le nombre de votes, mais les abonnements à notre presse et les signatures à notre liste d'activités.

Le Capital a son propre plan de sortie que l'on connaît : tout brader, faire pression à la baisse sur les salaires et nous faire payer un double tribut par la guerre.

Doug Ford pave la voie à ce qui pourrait devenir de véritables *maquiladoras*. Avec son projet de loi 5, sous prétexte d'accélérer la mise en chantier de projets de développements jugés stratégiques pour l'Ontario, il ouvre la possibilité de créer des zones économiques spéciales afin de contourner les traités avec les autochtones et les réglementations environnementales. Or, une fois cette brèche ouverte, il ne fait aucun doute que le capital fera pression pour que ces véritables fermes générales s'appliquent également aux droits du travail et aux régimes fiscaux pour maximiser les profits et l'exploitation.

François Legault, lui, veut « ontarianiser » le Québec. Il s'affaire à garantir un revenu moyen plus élevé, mais il brade le salaire socialisé, les cotisations patronales comptant parmi les moins élevées en Ontario.

En Alberta, Rachel Notley menace de faire sécession. Or, il ne s'agit que d'un artifice visant à forcer la main de sorte que les intérêts du capital dont elle est l'affidée – parmi ceux qui gagneraient le plus moyennant une plus grande subordination de l'économie canadienne aux États-Unis. On peut s'attendre à des tractations similaires au cours des prochains mois de la part des autres provinces qui chercheront à tirer le meilleur profit de la réingénierie économique projetée par Carney. Au Québec, comme c'est souvent le cas en période

de crise économique ou politique, la question nationale risque de refaire surface de plus belle. À nous de rappeler que plutôt qu'un pacte de rapaces entre monopolistes en devenir qui espèrent spéculer sur une économie québécoise encore plus intégrée à celle des États-Unis d'une part et de l'autre, une « unité » entre monopoles canadiens pour mieux livrer notre économie aux lubies trumpiennes, il existe une troisième voie : celle de la souveraineté populaire. Il n'en tient qu'à nous de lutter pour une véritable unité anti-impérialiste et anti-monopoliste de la classe ouvrière et des masses populaires dans un cadre de reconnaissance du droit démocratique des nations qui peuplent le Canada à l'autodétermination jusqu'à et y compris à la sécession.

Se gargarisant de souveraineté devant les États-Unis, Mark Carney invite le Roi Charles pour prononcer le discours du Trône... Pour rappel, le Roi Charles représente à la fois l'institution de la Reine Victoria, des Guerres de l'opium, de la répression sanglante des Patriotes, des Mau Mau et des Boxers. Il répond aussi des Mountbatten, ceux-là mêmes qui ont adoubi indirectement l'assassinat de Nikos Belogiannis en instituant une Guerre civile dans la Grèce libérée par les patriotes et communistes.

Au-delà du majestueux Souverain venu pontifier ses sujets, Carney s'est servi de cet exercice pour rappeler la soumission du Canada à l'impérialisme occidental. Ceux qui espéraient renforcer la souveraineté en votant Carney seront bien servis par ce gouvernement qui courbe l'échine devant Trump en monnayant notre appui à l'économie de guerre pour quelques babils en échange...

En substance, le discours du Trône appelle à un désinvestissement massif de l'État dans les services publics. On y parle de « nouvelle discipline » où il faudrait « dépenser moins pour que les Canadiens investissent plus ». Le sous-entendu est clair : à bas le salaire socialisé, vive la capitalisation tout azimuts. On appelle également à réduire les augmentations budgétaires annuelles de 9% à 2%, ce qui impliquera nécessairement d'importantes coupes dans nos services publics. Ce discours entérine également une Loi sur les projets nationaux, laquelle donne pratiquement les pleins pouvoirs au gouvernement fédéral pour contourner différentes régulations et ainsi « accélérer » la mise en œuvre de projets considérés comme structurants. Ici aussi, on peut penser au contournement des normes environnementales tout comme au bafouillage des traités signés avec les peuples et nations autochtones. Mais de là à fermer les yeux sur les règles de santé et de sécurité, le droit du travail (on a pu voir d'ailleurs à quel point cette notion est à géométrie variable, comme en témoignent les 4 recours à l'article 107 du Code du Travail fédéral), il n'y a qu'un pas que Carney et ses adversaires-partenaires conservateurs appellent à franchir...

Donc oui, à Ottawa, ce sont bien les monopoles qui contrôlent l'État...

La crise du capitalisme au Québec s'intensifie aussi

Au Québec, ce contexte se traduit entre autres par Legault qui, dès les premiers jours de la campagne, visite l'Allemagne en vue de conclure des accords avec des monopoles de l'armement notamment pour sceller de nouveaux accords avec les entreprises québécoises.

Lui aussi, cherche à intégrer le Québec à cette économie de guerre en injectant notamment 3,3 millions de dollars chez Thales.

Le Premier Ministre, contrairement aux dernières élections, refuse d'attaquer les libéraux fédéraux : il sait qu'une partie de ses électeurs voteront pour Carney (ce qui a été avéré notamment avec la circonscription de

Trois-Rivières qui passe du Bloc aux libéraux). De même, les deux proviennent du même moule : celui des affaires.

Avant les élections fédérales, avant même les menaces tarifaires, des pertes d'emploi massives se sont succédé au Québec. La dernière en date est attestée par Amazon qui, dans un geste absolument anti-syndical, ferme l'ensemble de ses entrepôts au Québec, privant près de 6000 travailleurs de leur emploi. Les centaines d'emplois perdus dans le secteur de la santé publique depuis janvier seulement ont tout à voir avec la politique de casse sociale du gouvernement Legault qui espère une coupe de 1,5 milliards de dollars (masquée derrière le camouflet d'efficacité). Elles s'ajoutent à Lion Electric, Paccar et tant d'autres.

Le taux de chômage officiel au Canada en avril 2025 s'élève à 6,9%. Le secteur manufacturier représente la majorité des emplois perdus. Au Québec, le cap des 6% est dépassé, une première depuis 2017. On comprend que tous les secteurs productifs à valeur ajoutée sont plus à risque.

Le modèle de développement économique imposé par la CAQ ne constitue pas une solution à la crise québécoise : il en est un moteur. Avec la faillite de Northvolt, la fermeture de scieries, et la poursuite de la braderie de nos ressources naturelles – jusqu'au Pentagone – c'est une économie parasitaire qui se renforce. Plutôt que de favoriser une industrialisation à forte valeur ajoutée, le gouvernement envoie nos ressources semi-finies aux États-Unis pour les racheter transformées à prix fort. Dans ce contexte de dépendance structurelle, l'imposition à Blainville de l'enfouissement de déchets américains est symptomatique de la relation de vassalité dans laquelle nous confinent les monopoles capitalistes.

Même la filière batterie, souvent vantée comme l'avenir, n'échappe pas à cette logique. Bien qu'elle génère un tissu industriel dense, elle demeure sous contrôle étranger : GM, Ford, Air Liquide et consorts contrôlent la chaîne, reléguant le Québec au rang de sous-traitant. « Une cenne la tonne », disait Maurice Duplessis.

Legault planche sur l'investissement dans le secteur de la défense pour galvaniser la production industrielle au Québec. Ce faisant, il prétend venir en aide aux 140 000 salariés directs et indirects du secteur de l'aérospatial. Or, ce secteur est toujours contrôlé par des entreprises multinationales. Autrement dit, le gouvernement ne verra jamais la couleur des milliards qui y pourraient être investis. Mais de façon encore plus dramatique, si les opérations civiles sont peu à peu converties vers les usages militaires, le nombre d'emplois induits se tarira. En effet, de par leur valeur d'usage, les marchandises militaires comptent parmi celles qui induisent le moins d'emplois. Pour des raisons évidentes, on ne répare pas une bombe ou une grenade lorsqu'elles ont explosé, pas plus qu'on ne fait le plein d'un *tank* à la station-service du coin... L'objectif de l'industrie militaire, c'est la destruction et non la production. Son appel d'air est donc beaucoup trop minime pour stimuler l'économie en général. Au contraire, il la plombe pour la population en général qui sera mise à l'amende pour garantir leurs profits aux marchands de guerre.

Cet échafaudage économique lèse particulièrement les régions. En effet, qu'elles soient « extractives » ou « monoindustrielles », elles demeurent éloignées du capital financier, soit des centres de décision économiques. C'est ainsi qu'on se retrouve avec des potentiels économiques sabotés ou surmenés selon les besoins ponctuels des actionnaires. Au gré des vents économiques, la main invisible du marché ouvre ou ferme les vannes dans le simple but de satisfaire les rendements des actionnaires. C'est ainsi qu'aux booms économiques succèdent les villes fantômes.

Dans le secteur de l'agriculture, la spéculation et la crise forcent les producteurs agricoles à vendre à perte. Les monopoles de la distribution et les intermédiaires s'accaparent l'ensemble de la plus-value entre la fourche et la fourchette là où les petits exploitants agricoles galèrent pour joindre les deux bouts. Imaginons

maintenant à quel point cette dynamique s'exacerbera le jour où la gestion de l'offre sera bradée sous prétexte de plaire à Donald Trump?

Même le secteur culturel, particulièrement cinématographique, est touché par cette inféodation aux États-Unis. Trump annonce en mai des tarifs de 100% sur les films produits hors des États-Unis. Or, au Canada, près de 75% des productions étaient états-uniennes en 2023. Au lieu de développer notre savoir-faire cinématographique dans le but de créer une culture démocratique et populaire, nous « prêtons » nos artisans et techniciens aux potentats impérialistes culturels yankee... et ce, à coup – et au cout – de subventions juteuses, car chaque production au Québec bénéficie d'un crédit d'impôt de 25%.

Notre infrastructure économique dépendante de l'impérialisme états-unien (ou européen d'ailleurs) nous mène à la perte. Selon *The Economist*, le Canada (par conséquent le Québec) constitue le pays le plus à risque de récession dans le cadre d'une guerre tarifaire à cause de sa dépendance et de son économie rentière et parasitaire hautement financiarisée. En effet, le secteur manufacturier (construction exclue) représente à peine 10% du PIB (contre 20% en 1980). En corollaire, l'économie canadienne dépend plus des produits financiers (donc de la spéculation) que de la production. Les contrats d'assurance représentent l'un des principaux « biens » d'exportation. Or, la finance spéculé sur la production (c'est le propre de la consubstantiation du capital bancaire et industriel en capital financier), ce qui implique donc que l'impact d'une guerre tarifaire est décuplé lorsqu'elle percole dans le monde stratosphérique des actionnaires.

Dit autrement, l'économie impérialiste canadienne se résume au cycle suivant : extraction de matière premières, un secteur manufacturier à valeur ajoutée minimal, donc exportation de produits bruts ou semi-finis, importation des produits finis, puis exportation massive du capital ainsi généré à travers l'exportation de titres financiers et bancaires (assurances, mais aussi banques, car la Banque Scotia notamment, demeure l'une des plus influentes en Amérique latine). C'est ce qui nous permet de la caractériser de façon synthétique en *économie de capitalisme monopoliste d'État parasitaire et rentier*.

Cette économie spéculative hypertrophiée est à l'origine de la crise du logement devenue humanitaire. Les monopoles n'ont aucun problème à générer des masses de profits, mais ils peinent à les réinvestir en espérant générer des profits conséquents. C'est ainsi qu'ils s'en remettent à l'immobilier. Imposer des loyers prohibitifs revient à canaliser une partie importante des revenus disponibles de la classe ouvrière et des masses populaires vers le capital financier. On peut en dire autant de la retraite par capitalisation et des primes exonérées de cotisations patronales. Sous prétexte d'un revenu disponible brut plus élevé, on casse de plus belle le salaire socialisé et on engraisse le capital financier!

Le dernier budget Legault, bien qu'annonçant un déficit record attribuable aux niches et exonérations fiscales, ne propose aucun renversement de cap. Il s'inscrit dans la continuité d'un désengagement de l'État dans les services publics et le salaire socialisé, laissant nos infrastructures en ruine : près de la moitié des stations du métro de Montréal en mauvais état, hôpitaux vétustes comme celui de Maisonneuve–Rosemont ou de Drummondville, écoles délabrées...

Pendant ce temps, le ministre Drainville détourne l'attention en fustigeant l'usage des cellulaires en classe et l'enjeu fabriqué de « civilité » réduit au pronom utilisé pour s'adresser aux professeurs. Or, à travers le Québec, l'ensemble des élèves ne bénéficient pas de professeurs attirés. À Montréal seulement, leur taux se situe à 95%. Faute de budget, la vétusté des écoles mises en jachère depuis des décennies confine les élèves au sein de classes modulaires qui se chiffrent à 2000.

Dans le secteur de la santé, on frappe d'anathème les médecins « incompetents » au point d'en revoir la rémunération selon leur production. Derrière ce mythe de médecins surpayés se révèle le spectre de la privatisation : il s'agit de réduire leurs honoraires afin de les arrimer aux barèmes du privé (soit des GMF).

Par ailleurs, faire peser les problèmes du système de santé sur les médecins uniquement relève d'une ineptie monumentale, tout comme estimer que le réseau de l'éducation se résume aux professeurs. Des décennies de casse ont eu tôt fait de nous priver des ressources nécessaires au maintien de notre service public : manque de lits, de préposés aux bénéficiaires, d'agents administratifs, d'infirmières, d'agents d'entretien, le remplacement des CLSC publics par des GMF privés, tels sont les facteurs les plus déterminants.

Soyons clair : Legault revient à ses premières passions, le déficit zéro! Seulement, il le fait en catimini. Il aurait appris des erreurs de son mentor Lucien Bouchard... On coupe 570 millions en éducation, 150 millions dans le secteur post-secondaire, puis 1,5 milliards de dollars en santé. En sus, il impose un gel d'embauche dans l'ensemble de la fonction publique depuis novembre 2024.

La privatisation en cours d'Hydro-Québec est un autre exemple d'un choix politique qui nous prive de revenus collectifs au profit des intérêts monopolistes. La peine est triple : outre les revenus siphonnés générant une perte pour financer nos services publics, la classe ouvrière et les masses populaires québécoises pâtissent de tarifs prohibitifs tandis que la colonne vertébrale de l'économie québécoise se fracture par les coups que lui portent les monopoles privés. Certes, Hydro-Québec agit aujourd'hui comme instrument-clé du capitalisme monopoliste d'État. Mais sa privatisation même partielle en exacerberait le caractère. À nous, donc, de lutter avec ténacité et acharnement pour non seulement un monopole public, mais aussi pour un contrôle public sur Hydro-Québec.

Contrairement à ce que raconte le mythe néolibéral, la privatisation rampante de la santé a coûté 6 milliards de dollars en 2023-2024 à cause du modèle PPP. D'ailleurs, le scandale SAAQClic au cout mirobolant d'un milliard de dollars, rappelle la justesse la loi d'airain universelle : toute sous-traitance ou privatisation implique nécessairement un siphonnage des deniers publics (il faut en effet financer, outre les salaires et les intrants, les profits patronaux).

L'économie québécoise est ainsi prise en étau entre financiarisation, militarisation croissante et appauvrissement structurel. L'économie de guerre et le fardeau de l'armement pèsent sur la classe ouvrière qui en paiera les frais.

La démocratie en danger

En période de cirse, pour masquer son égoïsme de classe, chaque section de la bourgeoisie instrumentalise les questions démocratiques fondamentales pour son bénéfice propre et ce, selon la rose des vents économiques.

Apparaît alors la loi C-2 qui, après une période d'expansion économique où l'immigration était nécessaire pour combler certains postes, ferme les vannes à l'aube d'une récession. Elle donne par ailleurs carte blanche aux services de renseignement pour déporter un maximum de personnes migrantes et ce, souvent dans les conditions les plus abjectes marquées par un gâchis de compétence de travailleurs, salariés ou employés qui pourraient contribuer positivement à l'économie nationale.

Outre l'immigration verrouillée selon les intérêts des flux du capital en matière d'immigration, on déplore un ensemble de lois liberticides contre le mouvement syndical. On peut penser par exemple aux réactions épidermiques à l'égard des militants opposés au projet de loi 89. De même, on poursuit la criminalisation de toute expression de solidarité avec la Palestine à un niveau inégalé.

Selon la nouvelle mouture de la loi électorale, tout parti politique doit présenter au moins 2 candidats, faute de quoi il sera dissous. Autrement dit, exit le concept de coalition politique!

En matière syndicale, le PL101 déposé par le ministre Boulet également, stipule que, sous prétexte de transparence, les membres syndiqués peuvent exiger les états financiers de leur syndicat. L'intention est noble, particulièrement devant les gabegies avérées soit dans la construction ou ailleurs. Pourtant, on peut déduire que l'intention du gouvernement n'a rien à voir avec l'assainissement des finances syndicales, mais plutôt avec son contrôle et sa mainmise sur nos institutions de lutte. La solution n'est pas de permettre une mise sous tutelle étatique des syndicats, comme s'ils faisaient partie d'une forme de partenariat social entre l'État, le patronat et les travailleurs. Au contraire, la classe ouvrière organisée, pour peu qu'elle se débarrasse justement de la logique de dialogue social, de collaboration de classe ou de tripartisme, sait souverainement lutter contre les resquilleurs opportunistes qui la gangrènent.

Pendant ce temps, les rétrogrades et réactionnaires injectent leur fiel non seulement auprès de leurs fidèles, mais aussi au sein de travailleurs honnêtes mais désorientés – et surtout désabusés – y compris au sein de nos syndicats. Ils s'assurent également que ces idées prennent pied au sein des partis politiques dits « respectables » dans une démarche de « dédiablement ».

Entre la montée de l'extrême-droite et de ces idées qui percolent au sein des différents partis, le verrouillage démocratique, la frustration légitime des masses populaires dans le contexte de leur paupérisation, il ne fait aucun doute que la démocratie est en danger.

Elle l'est d'autant plus que son érosion est présentée comme progressiste parce qu'en défense d'une nation québécoise idéalisée.

On fétichise une loi sur la Laïcité pour attaquer l'esprit même de la laïcité. Il est particulièrement ironique de constater que les rejetons de la famille politique opposée à la séparation de l'Église et de l'État en 1905 en France sont les premiers à invoquer la laïcité – ou plutôt la catho-laïcité. Car pour eux, une laïcité vaut mieux qu'une autre, semble-t-il.

La classe dirigeante cherche à la fois à miner toute unité au sein de la classe ouvrière, voire s'assurer que les travailleurs et les masses populaires ne puissent s'entendre à cause de questions identitaires. De même, elle s'assure que tout « corps intermédiaire » capable de s'attaquer au pouvoir des monopoles soit neutralisé.

Une scène politique sans issue

Aucun des partis à l'Assemblée nationale ne semble remettre en cause cette dynamique. Tous se contentent d'attaquer la CAQ sur ses fautes de gestion sans jamais questionner son alignement fondamental avec les intérêts du capital monopoliste.

Le Parti québécois connaît une poussée électorale, comme à la partielle de Terrebonne. Sa position ambiguë entre souverainisme et libéralisme économique évoque un virage vers la droite masqué par une question nationale essentialisée, le tout pour garantir les intérêts du capital. En parallèle, des figures clés de la bourgeoisie se repositionnent vers un Parti libéral en reconstruction, dont la direction semble convoitée par des personnalités liées au capital monopoliste dont Charles Milliard, ex-Président des Chambres de Commerce du Québec, un des fondements clientéliste de la CAQ. La personnalité de Pablo Rodriguez, en phase de gagner cette course, de même que les sondages récents qui présentent une CAQ laminée électoralement remettent en cause les choix du Capital qui espère aujourd'hui un gouvernement moins politique et plus économique.

Quant à Québec solidaire, il a progressivement abandonné sa posture de rupture. Son programme de 2009 parlait de « dépasser le capitalisme ». Aujourd'hui, cette rhétorique s'est vidée de son contenu : le capitalisme y est réduit à un néolibéralisme dévoyé, coupé de ses racines structurelles. Ce recul idéologique

s'accompagne d'une posture d'accompagnement du pouvoir, faisant de QS une armée de réserve pour les monopoles. Les affirmations de la nouvelle cheffe parlementaire, Ruba Ghazal, à l'effet que le parti doit retrouver sa « boussole », à savoir les travailleurs ne sont que des artifices rhétorique. Tout aussi enfumatoire, la publication d'un manifeste à ce sujet quelques jours avant le premier mai représente une manœuvre tout aussi politicienne que le manifeste des régions adopté à Saguenay l'an dernier. Même tactique clientéliste, mais nouvelle clientèle. D'ailleurs, une fois les annonces passées et les photos laminées, le parti, dans les faits, continue de jouer son rôle d'opposition « constructive » (lire d'accompagnement). Pendant ce temps, la saignée continue : après le départ de GND, c'est au tour de Christine Labrie et Vincent Marissal d'annoncer qu'ils ne brigueraient pas un nouveau mandat en 2026.

À un an et demi des prochaines élections, il ne fait aucun doute que la volatilité politique caractéristique du Québec, particulièrement en période de crise, rend difficile toute prédiction. Clairement, la classe dirigeante ne fait plus confiance en la CAQ comme vaisseau-amiral du moment à la fois à cause de ses erreurs, mais aussi de sa lenteur à imposer des cures d'austérité et de privatisation. Il semble qu'en période de crise et de tensions internationales, les monopoles québécois songent à réinstaurer l'ancienne alternance entre libéraux et péquistes comme artifice principal pour masquer leur contrôle total de l'Assemblée nationale à Québec. Ils axeraient ainsi davantage le débat autour de l'opposition nationalisme – fédéralisme, s'assurant ainsi que les propositions économiques officielles et d'opposition soient les leurs.

À quelques mois des prochaines élections municipales, soulignons que l'emprise du capital reste totale à cet échelon. À Montréal, les figures comme Luc Rabouin et Soraya Martinez-Ferrada incarnent deux variantes du même modèle de gestion urbaine au service des spéculateurs immobiliers. Ailleurs au Québec, les différences entre candidats municipaux ne reposent que sur la nature des promoteurs et notables locaux qu'ils défendent.

Ces élections se tiendront dans le cadre d'une crise des municipalités marquée par leur sous-financement sciemment orchestré par le gouvernement Legault et les forces monopolistes qui espèrent leur sous-traiter un maximum de services publics. On se rappelle entre autres les commissions scolaires municipalisées, comme on peut souligner les 561 millions de dollars en manque à gagner pour la STM que refuse de financer la CAQ sous prétexte qu'il ne s'agit pas de son ressort. Les municipalités sont donc coincées entre le marteau et l'enclume. Leur seul moyen de générer des profits revient à augmenter les taxes foncières, fardeau qui sera transféré sur les locataires et petits propriétaires.

Évidemment, sans sortir du paradigme monopoliste, les municipalités n'ont aucune marge de manœuvre. Tous leurs revenus procèderaient des taxes foncières, ce qui finit par revenir à saigner les masses populaires plutôt que les grandes entreprises. C'est pourquoi outre les demandes classiques (à savoir registre et contrôle des loyers, droit de préemption, interdiction d'utiliser un terrain municipal pour autre projet que du logement ou des infrastructures d'intérêt public, etc.) nous appelons à ce que les véritables progressistes qui s'engagent dans la bataille municipale luttent pour une véritable réforme municipale. Elle permettrait la reconnaissance constitutionnelle de cet échelon de démocratie locale, ce qui assurerait sa capacité à percevoir directement ou indirectement des revenus de taxation des entreprises. De ce fait, les municipalités pourraient s'affirmer comme partie d'un front de lutte anti-monopoliste.

Le Parti, la classe et les masses

La combativité ouvrière reprend et ce, particulièrement au Québec. Dans l'hôtellerie, dans le secteur de la petite-enfance, chez Béton provincial, dans la construction, au STTP : les travailleurs mènent des luttes contre leur appauvrissement. La classe ouvrière reprend confiance dans l'action industrielle. Clairement, les

travailleurs refusent de se faire payer au lance-pierre et exigent de meilleures conditions de travail dans un contexte de crise, d'inflation dont les effets continuent de se faire sentir, de crise du logement, bref de transfert massif d'argent du travail vers le capital.

Le Front commun de novembre 2023 a marqué un tournant. Avec 17% d'augmentations salariales, il ne fait aucun doute que leur conquête – que Legault cherche à vilipender – a suscité un regain de combattivité au sein de la classe ouvrière.

Pour autant, le mot d'ordre d'enrichissement n'est pas à l'ordre du jour. Il ne s'agit que d'un rattrapage salarial devant la poussée inflationniste. Le Capital continue de rafler la mise...

Si elle a su occuper le terrain économique, la classe ouvrière s'attaque également au terrain politique.

On peut penser aux actions contre la loi 89, émule de la Loi du Cadenas ou du « Bill 20 » révoquant les accréditations de syndicats appelant à la grève. On institue ainsi le concept de corporatisme à l'instar de Franco, Salazar, Mussolini, Pétain et autres partisans du syndicalisme « vertical ». Au lieu de mettre l'accent sur le vol de la plus-value et l'exploitation patronale, on revendique la reconnaissance du « métier » à travers la « bonne entente » sous prétexte que la grève nuit à la fois aux ouvriers, au patronat et à la population en général, le tout sous l'égide d'un État réactionnaire. Ainsi, se battant contre cette loi scélérate et anti-populaire, les syndicats luttent pour la démocratie et l'intérêt général, car comme on le sait, ce sont les luttes ouvrières qui ont donné lieu à des conquêtes sociales avancées dont les congés de maternité, les vacances payées, les pauses au travail, l'Assurance-chômage, la santé et sécurité au travail, etc.

La grève de Postes Canada s'attaque à la privatisation d'un service public essentiel et à sa braderie au profit des multinationales dont Amazon : celui de la distribution. À la STM et dans les compagnies de transport public (dont la CTC), on fait grève non seulement pour un rattrapage salarial, mais surtout pour un réinvestissement massif dans le transport et les infrastructures publiques.

Toutes ces luttes remettent en cause non seulement l'exploitation ouvrière, mais également le capitalisme monopoliste d'État, du moins, de manière objective.

À ce chapitre, il convient également de souligner les campagnes éminemment politiques dont celle exigeant la démission de la ministre Déry ou de son homologue Drainville, tous deux exigeant la casse de la santé et de l'éducation publiques. La campagne honnête visant un système de santé « vraiment public » est également digne de mention. De même, le SCFP publie un manifeste politique sur le logement qui, à son honneur, torpille la spéculation comme principale cause de la crise devenue humanitaire qui nous accable.

Ces importantes prises de position au-delà du simple affrontement capital – travail en entreprise sont dignes de mention et rappellent que les syndicats ont, objectivement, maille à partir avec le pouvoir des monopoles.

Pour autant, les bonnes intentions ne suffisent pas. Si honnêtes soient-elles, ces campagnes n'ont eu pour portée que les sempiternelles contorsions censées donner l'illusion de mobilisation : les actions contre le PL89 n'ont mobilisé guère plus que les permanents syndicaux alors que bon nombre de militants honnêtes et de salariés étaient dans la mouise par rapport à cette campagne. De même, *Vraiment public* ressemble bien plus à un vœu pieu médiatique qu'à une campagne avec mordant pour se débarrasser du parasite privé en santé. On se rappelle que le ministre caquiste Christian Dubé soulignait, il y a un peu plus d'un an, que somme toute, la bonne entente règne avec les syndicats, contrairement aux « syndicats communistes en Europe [la CGT, ndlr] »...

Le mouvement syndical aurait avantage non pas à « exiger » des réformes gouvernementales, se plaçant ainsi dans un paradigme de dialogue social, donc de « lobbyisme ». Il devrait plutôt oeuvrer à bâtir un rapport de forces capable de miner le capitalisme monopoliste d'État directement.

Pour y parvenir, les syndicats doivent :

- Mettre l'accent sur l'érection d'un rapport de forces *véritable* contre le capitalisme monopoliste d'État plutôt que de s'empêtrer dans un paradigme de dialogue social appuyé par des actions tape-à-l'œil qui ne coutent rien au patronat. L'État n'est pas un acteur neutre, il n'arbitre pas la lutte des classes, mais il la dynamise et ce, dans les intérêts de la classe dirigeante. Ainsi, les travailleurs et la classe ouvrière organisés doivent occuper les premiers rangs de cette lutte anti-monopoliste et ainsi entraîner les forces progressistes et honnêtes des masses populaires pour contrer le pouvoir des monopoles canadiens comme cosmopolites ;

- En finir avec l'adage « pas de politique dans le syndicat » qui revient à imposer la politique du patronat dans le syndicat. Sans conscience politique, la classe ouvrière tend à devenir corporatiste et à abandonner le concept d'unité entre tous les salariés, employés, travailleurs et prolétaires au profit d'une idéologie identitaire et individualiste, donc corporatiste. Les travailleurs doivent non pas lutter pour leurs intérêts personnels et sectoriels, mais plutôt pour l'intérêt général de la classe ouvrière qui, plus que jamais, peut et doit assumer le pouvoir politique. Il n'est pas question d'exiger un appui au Parti communiste au point où nous en sommes, mais d'espérer que le mouvement syndical prenne part activement dans une grande alliance politique anti-monopoliste et anti-impérialiste;

- Forger une unité syndicale et populaire, soit sortir de l'entre-soi : la classe ouvrière est universelle. Elle doit donc briller ainsi. Le mouvement syndical a une responsabilité particulière à cet effet : il doit mettre de l'avant les éléments qui dynamisent la lutte des classes en son sein autant qu'à l'extérieur. Qu'ils soient syndiqués ou non, les travailleurs restent des travailleurs. Syndiqués ou non, les travailleurs et la classe ouvrière doit pouvoir compter sur le mouvement syndical.

- Inverser le calendrier : plutôt que de chercher à s'organiser en opposition de l'un ou de l'autre des projets de loi, le mouvement syndical devrait avoir pour objectif bâtir un rapport de forces constant contre les monopoles. Ce n'est pas aux travailleurs de quémander au patronat, mais plutôt au patronat de craindre les salariés, travailleurs, ouvriers et prolétaires dans leur mobilisation constante;

- S'attaquer à l'impérialisme et à la guerre : à aucun moment les syndicats n'ont fait leur la question de la paix. Pourtant, la lutte pour la paix implique que soient dévoilés les véritables responsables de la guerre, à savoir nos « alliés stratégiques » qui espèrent relancer l'économie à coup de milliards à payer par la classe ouvrière et les masses populaires. Aucun syndicat digne de ce nom ne peut refuser d'entreprendre une véritable campagne contre le militarisme et la guerre.

Sur le plan international, la mobilisation autour de la Palestine, devant un génocide lourd de plus de 50 000 morts se poursuit, mais s'essouffle. Elle est piégée par des dynamiques sectaires et coupées du monde syndical lesquelles empêchent la création d'une véritable organisation unitaire et forte. L'heure est à l'épanchement de la question palestinienne non pas en question identitaire, religieuse ou régionale, mais plutôt en question de lutte de libération nationale liée à la lutte plus globale contre l'impérialisme en tant que système global et non contre le seul sionisme. Sans l'impérialisme états-unien, Israël n'est rien.

Oui, la Caisse de dépôts de de placement du Québec soutient le génocide palestinien à hauteur de 14,2 milliards de dollars investis dans 87 entreprises. Il est également vrai qu'après d'importantes mobilisations, le Fonds de solidarité FTQ semble s'être départi de ses actifs liés au sionisme israélien.

Il s'agit certes d'une victoire considérable. Il reste que celle-ci ne peut être complète sans faire le lien entre le génocide à Gaza et la barbarie impérialiste qui opère autant auprès des travailleurs et de la classe ouvrière québécoise qu'elle massacre au Soudan, au Yémen et affame à Cuba.

Nous enjoignons donc les forces éprises de paix et de solidarité internationale à se saisir du tremplin qu'est la solidarité avec la Palestine pour faire croître le mouvement quantitativement comme qualitativement, à savoir user des forces vives à notre disposition pour l'étendre au-delà de la simple question palestinienne et ainsi faire grandir les rangs du mouvement pour la paix et contre l'impérialisme.

Les autres forces démocratiques ne sont pas en reste. Le 8 mars dernier, la Journée internationale des femmes a été marquée par deux manifestations conséquentes. Le matin, un collectif de citoyennes interpellées par la montée de l'extrême-droite s'est organisé pour laisser place à la traditionnelle marche de Femmes de diverses origines en soirée. Dans les deux cas, on constate l'absence de la Fédération des femmes du Québec. Dans l'un, il s'agit d'un retour désespéré aux platitudes des ONG de l'altermondialisme « citoyen » des années 1990 – 2000 tandis que dans l'autre, il s'agit d'un gauchisme mortifère qui ne fait qu'instrumentaliser une lutte cardinale pour exalter son sectarisme. Pourtant, ces deux cas illustrent qu'il y a un appétit pour une organisation féminine de masse et démocratique capable de lutter contre le pouvoir des monopoles.

Évidemment, une telle organisation organisant pratiquement la moitié de la population ne peut exister efficacement que si elle s'attaque à ses ennemis véritables, à savoir le pouvoir des monopoles et l'impérialisme et qu'elle inscrive ses revendications dans un paradigme universaliste où priment les questions socio-économiques dont l'équité salariale (qui est loin d'être conquise), tout comme les droits démocratiques qui permettent aux femmes de s'intégrer à l'universel – et non l'inverse, à savoir adapter l'universel pour ainsi cloisonner les luttes.

L'enjeu du Parti : affirmer, construire, intervenir

Dans ce contexte global, le Parti communiste reste l'unique force politique à dénoncer clairement le pouvoir des monopoles et la nature impérialiste du système. Cette dénonciation ne doit pas être sectaire : nous affirmons nos critiques sans censure, tout en nous engageant pleinement dans les luttes concrètes.

Loin d'un repli doctrinaire, notre action s'inspire de l'exemple de Marx et Engels : allier rigueur critique et engagement total dans les combats du moment. Le sectarisme réside aussi dans l'hypocrisie, le refus de débattre, et la recherche d'une unité de façade. Refuser la confrontation des idées sous prétexte de diplomatie est une posture fondamentalement conservatrice.

Éloignés d'un putatif changement qualitatif, nous avons pourtant les ressources nécessaires pour devenir une donnée quantitative.

Les dernières élections nous l'ont rappelé : les masses populaires ont voté pour la souveraineté canadienne, soit pour une question liée à l'internationalisme prolétarien, soit pour les questions socio-économiques. Difficile en effet de jeter son dévolu sur des partis qui confinent le développement économique du Canada et du Québec à la soumission aux entreprises multinationales yankees et à leur parasitisme de classe.

Pourtant, elles ont été trahies : sitôt élu, aux Yankees Carney s'est vendu...

Il reste qu'en définitive, les questions socio-économiques et leur prolongement international, à savoir la lutte contre les États-Unis de Trump et, par extension, contre l'impérialisme représentent de façon gauche certes,

la volonté des masses populaires canadiennes qui rejettent à la fois le libéralisme destructeur et le protectionnisme réactionnaire.

Loin de tout défaitisme, nous avons pour tâche de capitaliser sur ces éléments, d'autant plus que notre campagne électorale nous l'a permis. Gagnons la confiance des masses populaires et de la classe ouvrière pour la lancer dans la lutte qui est la sienne : celle de l'anti-impérialisme et de l'anti-monopolisme.

Conclusion : pour une alliance antimonopoliste et anti-impérialiste

Le moment est venu de construire un front de lutte capable de s'attaquer aux racines du problème : le pouvoir des monopoles et l'impérialisme.

Nombreux sont ceux et celles qui n'ont pas encore conclu de la nécessité du socialisme comme réponse à la crise actuelle. Inversement, tout aussi nombreux sont ceux et celles qui espèrent bâtir le socialisme, mais manquent de perspective pour s'organiser.

En période de crise, la clarté idéologique et politique, si essentielles qu'elles soient, ne suffisent pas. Il faut également faire preuve de tact et de stratégie. Pragmatique, la classe ouvrière et les masses populaires ne se rallieront pas à un club de philosophie politique. Elles jetteront leur dévolu sur ceux et celles qui non seulement savent les défendre, mais octroieront leur confiance auprès des forces politiques capables de les mener de victoire en victoire.

Ici et aujourd'hui, l'heure n'est pas au socialisme. D'ailleurs, celui-ci ne se décrète pas, il se construit patiemment. Par contre, l'heure est à la mise en échec du pouvoir des monopoles. Nul besoin d'être communiste pour comprendre que les profits des grandes entreprises représentent un vol de salaire.

Nul besoin d'être communiste pour comprendre que l'inflation des dernières années n'a servi que les intérêts monopolistes. De même, être communiste n'est pas une prérogative pour promouvoir un développement économique souverain où les industries n'industrialisent pas l'impérialisme yankee, mais développent plutôt une économie nationale à travers un vaste chantier de nationalisations. Et que dire de cette économie de guerre que nous impose la classe dirigeante, économie pour laquelle nous paierons le prix fort?

Certes, le Parti communiste à lui seul ne peut prétendre, dans la situation actuelle, répondre aux préoccupations des masses populaires. Pour autant, nous savons organiser. Nous savons aussi tendre la main lorsque nécessaire et appelons par conséquent à l'union des forces anti-impérialistes et anti-monopolistes pour forger une alliance politique qui aura pour tâche de mettre en échec le pouvoir des monopoles et ce, à tous les échelons; à commencer par nos syndicats jusqu'à la représentation politique provinciale ou fédérale en passant par les municipales.

Cette alliance ne peut exister sans un Parti communiste fort, organisé et enraciné. Le Mouvement québécois pour la paix et un front d'action syndical sont les deux piliers de ce projet.

Notre action ne doit pas viser des alliances électorales immédiates, mais une stratégie de dialogue actif et structuré avec les forces progressistes, dans la perspective des élections de 2026. Chaque contact, chaque lutte, chaque initiative doit renforcer le Parti, son programme et sa capacité à orienter la colère populaire vers une alternative socialiste.

Sans Parti communiste, tout front sera tôt ou tard récupéré par les intérêts du capital.